

Etude ObSoCo/La Croix sur l’hospitalité des Français à l’égard des migrants

Table des matières

<u>SYNTHÈSE / ANALYSE.....</u>	<u>2</u>
<u>RAPPORT À L’HOSPITALITÉ ET AUX MIGRANTS.....</u>	<u>5</u>
Les représentations de l’hospitalité : une générosité personnelle/domestique	5
L’hospitalité à l’égard des migrants : une affaire d’état et de souveraineté.....	6
L’hospitalité à l’égard des migrants : entre attentes de protection de l’Etat et recherches de solutions supranationales	7
69% des Français en faveur d’une politique de l’accueil (ou du refus de l’accueil) sous conditions.....	10
<u>LES CONDITIONS ET LES PRATIQUES DE L’HOSPITALITÉ À L’ÉGARD DES MIGRANTS.....</u>	<u>12</u>
Le refus de l’accueil : une triple crainte économique, sécuritaire et culturelle.....	12
L’hospitalité à l’égard des migrants conditionnée aux capacités d’accueil (économiques et culturelles) du pays hôte.....	13
Une disposition importante à l’aide aux migrants qui passe par l’accueil, l’engagement bénévole et les dons.....	15
L’hébergement des migrants à domicile : de la mise en œuvre problématique de l’hospitalité	16

Synthèse / analyse

Exilés qui fuient les guerres civiles (notamment en Syrie), réfugiés climatiques, migrants qui tentent d'échapper à la misère économique et à l'extrême pauvreté, controverses grandissantes en Europe sur la question de l'accueil des réfugiés, montée des tensions et du rejet des migrants, inflation législative autour de l'asile et de l'immigration, etc. Le contexte actuel est plus que jamais marqué par la question des migrants qui devient de plus en plus importante et revêt même un caractère d'urgence à mesure que les flux migratoires s'intensifient et que les positions se radicalisent au sein de sociétés européennes en proie à des crises économiques, sociales, morales, culturelles et identitaires.

Or la question des migrants ne semble pas envisagée à sa juste valeur. Nos sociétés l'appréhendent soit sous l'angle juridique, comptable et administratif de l'accueil des réfugiés soit sous l'angle bien souvent stérile et moralisateur du débat générosité versus égoïsme ou richesse versus danger. A cet égard, la façon dont le sujet est traité y compris dans les discours politiques laisse généralement peu de place à la question majeure sous-jacente de l'hospitalité ou de l'institution qui règle (ou qui ne règle plus) les rapports entre accueillants et accueillis. Au-delà des logiques binaires réduisant le débat à un « pour » ou « contre » l'immigration, l'originalité de cette étude consiste à interroger les valeurs qu'incarnent aujourd'hui l'hospitalité (en soi et dans le rapport à l'autrui) et la place qu'elle occupe dans la société actuelle. Il s'agit de mesurer différents rapports à l'accueil pour comprendre les attentes et pratiques qui conditionnent l'hospitalité à l'égard des migrants.

Pour explorer cette question, une enquête a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1000 Français¹.

En cohérence avec d'autres enquêtes d'opinion menées au cours des derniers mois/années, l'étude confirme le clivage entre Français sur la question des migrants. Un Français sur deux est favorable à l'accueil quand l'autre moitié s'y déclare hostile. Cette France coupée en deux démontre même une hostilité majoritaire – une partie des Français favorables à l'accueil sous conditions rejoignant les plus hostiles – aux mesures que l'Etat pourrait prendre en faveur des migrants. Hostilité qui s'affiche tout autant à l'égard des migrants économiques ou issus du regroupement familial que, même si dans une moindre mesure, des réfugiés politiques. Les mesures d'amélioration des conditions et des capacités d'accueil comme l'augmentation du nombre de logements disponibles à destination des migrants arrivant sur le sol français, font également l'objet d'un rejet important. A l'inverse, l'ensemble des mesures visant à restreindre et contingentier l'immigration (quotas, expulsion de clandestins) recueillent l'adhésion d'une majorité de Français dont la moitié est tentée par un rétablissement des frontières nationales. Une majorité s'accorde néanmoins pour rejeter l'immigration zéro et pour soutenir l'augmentation des moyens de l'aide au développement des pays du Sud.

Au-delà de ce tableau connu, cette étude montre l'existence de positions plus nuancées et complexes sur l'hospitalité à l'égard des migrants. Il existe certes deux pôles opposés caractérisés par des positions à front renversé sur l'accueil. D'un côté, une minorité de Français (7%) se montre partisane d'un accueil sans condition et est favorable à l'accueil de tous les migrants quelle que soit leur situation (réfugiés, migrants économiques, regroupement familial, etc.) ainsi qu'à la régularisation des personnes (« sans papiers », « clandestins ») en situation irrégulière. De l'autre, un peu moins d'un quart des Français, plus fortement ancrés à droite et surtout à l'extrême droite, s'affirment radicalement hostiles à l'accueil des migrants quelle que soit leur condition et la

¹ Enquête en ligne réalisée sur le panel de Respondi, du 2 au 16 avril 2019, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 70 ans.

situation de la France et/ou des pays de départ. Très sensibles aux conséquences économiques, sécuritaires, culturelles (avec en toile de fond la question de l'Islam et du terrorisme islamiste) et identitaires de l'immigration, ils n'envisagent de solution à la problématique des migrants que dans un repli national.

Mais ces deux pôles minoritaires agissants qui se combattent et gagnent en influence politique et médiatique, laissent dans l'ombre une proportion tout à fait considérable (69%) de Français qui font preuve d'une position plus nuancée en faveur ou en défaveur de l'accueil et démontrent un réel intérêt (plus ou moins développé) pour le sort des migrants. Ainsi, si un quart des Français, très sensibles aux conséquences économiques de l'immigration (en matière de salaires, d'emplois et de priorisations des dépenses publiques), rejettent la majeure partie de l'immigration (en particulier économique et celle liée au regroupement familial) et l'augmentation des moyens consacrés à l'accueil, ils conditionnent leur refus de l'accueil à certains cas extrêmes humanitaires (propices à l'asile) ou à l'amélioration de l'aide au développement des pays du Sud. Ainsi, le refus de l'accueil est ici conditionné au cas par cas en fonction des situations/parcours extrêmes vécus par les migrants d'une part et en lien avec l'amélioration de la situation socioéconomique des pays de départ d'autre part.

Mais la véritable originalité de l'étude se situe du côté de ces 44% de Français, davantage situés au centre et à gauche, qui s'expriment en faveur d'une politique de l'accueil sous conditions. Ces Français posent comme préalable à leur hospitalité la dignité des conditions d'accueil (moyens, exigences d'intégration) et la solidité de la situation économique (chômage maîtrisé, pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs par exemple) en aval et à la maîtrise des flux migratoires en amont (contrôle de l'immigration clandestine et aide au développement). A ces conditions qui ont trait à la capacité d'accueil (économique, matériel, culturel, politique) de la France, ces Français se montrent plus enclins à soutenir la mise à disposition des migrants d'un plus grand nombre de logements et à élargir l'accueil des réfugiés politiques (motifs humanitaires et humanistes), tout en rejetant celui d'un plus grand nombre de migrants économiques et la régularisation massive des sans-papiers.

En outre, dans un contexte où la question de l'hospitalité tend à devenir soit une affaire privée cantonnée à l'entourage proche (famille, amis, connaissances) – les Français ayant une image très positive et exigeante de l'hospitalité en soi – soit un devoir assigné aux Etats ou aux institutions caritatives, 59% des 51% de personnes favorables à l'accueil des migrants, soit 30% des Français, se disent prêtes à s'impliquer pour améliorer le sort des migrants en se déclarant disposées à aider ces derniers sous des formes d'engagements divers qui excèdent le seul don aux associations. Même si une proportion importante d'aidants potentiels se dit seulement « peut-être » (et non « tout à fait ») prête à aider les migrants, certaines actions d'aide et d'hospitalité suscitent l'adhésion et la participation d'un nombre non négligeable de Français, qu'il s'agisse de l'accueil, de l'écoute et de la rencontre des migrants, de l'engagement bénévole laïc (aide administrative, aide alimentaire, formation linguistique, etc.) ou de dons (d'argent, de nourriture, de vêtements, etc.) directement à des migrants. Les actions qui nécessitent un degré d'engagement supplémentaire de l'individu font l'objet de réticences plus importantes, qu'il s'agisse du soutien politique/militant (pétition, manifestation, etc.) mais aussi et surtout de l'hébergement de migrants temporairement à son domicile. Sur ce dernier point, si les freins mis en avant par les accueillants potentiels sont d'abord d'ordre matériel (manque de place), ils s'avèrent aussi socio temporels (manque de temps, investissement trop important au détriment de la vie personnelle) et culturels (incompréhension, insécurité, non-respect de la culture et des valeurs de l'hôte accueillant). De fait, l'hospitalité à l'échelle du foyer, peut marquer une différence et créer une frontière entre ceux qui reçoivent et ceux qui sont reçus. Si la formule consacrée de l'hospitalité, « faites comme chez vous », oblige celui qui reçoit à se montrer généreux et accueillant, il s'agit pour l'accueilli de ne surtout pas oublier qu'il n'est pas chez lui. Ainsi, l'hospitalité oblige au compromis, sous peine de malaise ou de conflit si l'un reçoit mal et/ou si l'autre se comporte mal chez celui qui le reçoit.

Ces freins sont intéressants en ce qu'ils montrent que les questions liées à l'hospitalité à l'égard des migrants se (re)posent à des échelles différentes. Si certains Français se montrent hostiles à l'accueil directement à

l'échelon national, les Français favorables à l'accueil et à l'aide sous conditions à l'échelle nationale voire locale, peuvent reconsidérer leurs positions lorsque la frontière de l'hospitalité et du rapport à l'altérité se déplace chez eux, à leur domicile. L'absence de situation économique/infrastructurale favorable à l'accueil se retrouve ici dans le manque de place et de temps pour accueillir dignement/décemment les migrants. Et les craintes culturelles et identitaires liées à la religion, à la culture d'origine et aux modes de vie des migrants s'affirment à l'échelle du foyer en termes d'incompréhension, de conflits voire de rejet potentiel. L'hospitalité en soi et tournée vers les proches, teintée de valeurs positives associées au sens de l'accueil, à la générosité, à l'inconditionnalité, apparaît plus difficile à mettre en œuvre quand elle concerne concrètement l'autre de passage avec lequel les conditions de l'accueil et les interactions ne sont pas bien cadrées et assurées. De fait, la réflexion concrète sur les moyens de lever les doutes et les réticences qui s'expriment chez ceux des Français enclins à aider les migrants à l'échelle domestique/privée – en termes de place, de temps, d'engagement et de médiations socioculturelles – peut servir la réflexion à l'échelle nationale pour apporter des éléments de rassurance chez ceux des Français hostiles à l'accueil tel qu'il se pratique aujourd'hui.

A l'échelle politique enfin, le fait qu'une majorité de Français se prononce tout à la fois pour un durcissement des conditions d'accueil et des mesures de protection à l'échelle nationale et une résolution de la problématique migratoire à l'échelle mondiale, montre que la population française, dans sa majorité, est en recherche d'une solution équilibrée entre la libre circulation totale d'un côté et le repli national et identitaire de l'autre.

Rapport à l'hospitalité et aux migrants

LES REPRÉSENTATIONS DE L'HOSPITALITÉ : UNE GÉNÉROSITÉ PERSONNELLE/DOMESTIQUE

Lorsqu'on demande aux Français de déterminer (dans le cadre d'une question ouverte) ce qui définit le mieux pour eux l'hospitalité, il apparaît que les registres lexicaux employés relèvent du « partage », de l'« accueil » et du plaisir/devoir de « recevoir », et, par extension de la « gentillesse », de la « convivialité » et de la « générosité ». L'hospitalité est donc associée au cycle du don (donner-recevoir-rendre) qui implique de savoir accueillir et recevoir chez soi (au sens du foyer et de la sphère domestique principalement) l'autre et l'hôte de passage. Acte de générosité qui conditionne et rend possible en retour le partage et la convivialité entre l'hôte accueillant et l'hôte accueilli entre qui se nouent (pour les étrangers) ou s'entretiennent (pour les proches) des relations qui traduisent notre commune humanité et socialité.

Au-delà des mots, quatre grandes orientations du sens donné à l'hospitalité par les Français peuvent être mis à jour. La première réside dans un *sentiment de devoir et d'obligation* qui se traduit par le respect dû à l'hôte accueilli que l'on se doit de recevoir comme on aimerait nous-même être reçu en lui donnant la possibilité de faire « comme chez lui » (ou comme s'il était chez lui pour signifier un respect mutuel).

Une deuxième acception de l'hospitalité renvoie à une *éthique de l'accueil* qui se traduit par un savoir-recevoir et la capacité à se montrer généreux. Générosité qui n'est pas seulement matérielle (le gîte et le couvert) mais également affective et relationnelle, celui qui reçoit étant aussi appelé à s'investir dans la relation d'accueil en se montrant disponible à l'autre (disponibilité, échange, aide, écoute, etc.).

La troisième orientation de l'hospitalité s'incarne dans *le plaisir de recevoir* l'autre (famille, amis, proches, etc.) en ayant toujours la porte ouverte prête à l'accueillir « avec le sourire » et bienveillance, en se montrant chaleureux dans l'accueil et en sachant l'exprimer. Ouvrir ses portes à l'autre peut aussi bien prendre la forme d'un acte gratuit qu'un besoin d'être entouré et enrichi de la présence de l'autre.

Enfin, l'hospitalité peut aussi signifier *l'accueil inconditionnel* ou l'aptitude à partager ce que l'on a avec l'autre, à aider/accueillir tout le monde « sans rien attendre en retour » dans un pur élan de générosité. Nous sommes ici dans une hospitalité inconditionnelle, sans condition, sans institution, au-delà de toute réciprocité et de toute équivalence, sans distinction de soi et de l'autre. Cette éthique absolue de l'hospitalité exige que j'ouvre mon chez moi et que je donne à l'autre (d'où qu'il vienne) sans rien lui demander en retour.

On voit donc que l'hospitalité en général est interprétée positivement sur un plan personnel/domestique, les individus ayant la sensation d'être acteur des actes d'hospitalité qu'ils mettent en œuvre à partir de leur foyer/domicile avec le plaisir d'accueillir et de recevoir l'hôte de passage (le membre de la famille, l'ami, le proche, etc.). Néanmoins, on voit des différences apparaître en fonction du positionnement politique. Si les personnes à droite et très à droite sur l'échiquier politique mettent davantage en avant l'accueil des proches (famille, ami), les personnes à gauche et très à gauche mettent l'accent sur l'« ouverture » aux « autres », la « convivialité » et le « contact ». La conception du champ d'action et d'acceptation de l'hospitalité varie donc selon le rapport aux valeurs et la conception de l'altérité avec deux pôles opposés – la valorisation du proche/même vs la valorisation du lointain, du différent et de l'autre.

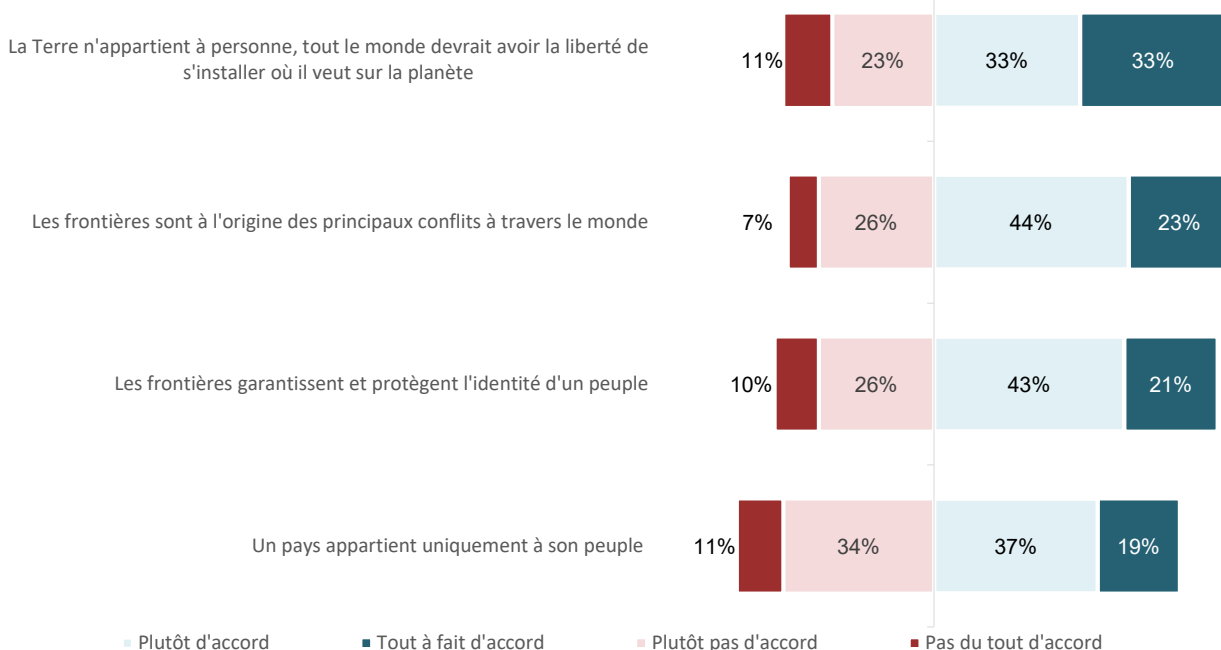
L'HOSPITALITÉ À L'ÉGARD DES MIGRANTS : UNE AFFAIRE D'ÉTAT ET DE SOUVERAINETÉ

L'attitude à l'égard de l'hospitalité s'inverse lorsque la question de l'accueil concerne explicitement la question des migrants et le rôle de l'Etat. Seule une proportion marginale des personnes interrogées (3%), privilégie l'engagement individuel comme solution au problème des migrants qui ressort massivement du domaine de la souveraineté étatique. L'hospitalité tend à devenir soit une affaire privée, soit un devoir que les Etats ou les institutions caritatives tendent à prendre en charge. Cette préemption de la souveraineté sur la question de l'hospitalité à l'égard des migrants se retrouve dans les représentations des Français à l'égard des frontières.

L'affirmation du caractère commun et ouvert du monde reçoit l'approbation d'une proportion importante de Français. Les deux tiers d'entre eux s'accordent en effet pour dire que « la Terre n'appartient à personne » et que « tout le monde devrait avoir la liberté de s'installer où il veut sur la planète ». Il n'existe ainsi pas de prééminence ou de droit naturel d'un groupe humain (peuple, Etat-nation, culture, etc.) sur la Terre. Celle-ci relève d'un espace commun et d'une communauté en partage dont témoigne l'importance de grands sujets/enjeux contemporains qui se posent à l'échelle planétaire (crise environnementale, réchauffement climatique, etc.). Cette idée est d'autant plus partagée que l'on se situe à gauche de l'échiquier politique et proche des mouvements écologistes. A l'inverse, les personnes plus âgées (65-70 ans) ainsi que les Français qui se déclarent politiquement à droite et (surtout) à l'extrême droite sont plus enclins à réfuter cette affirmation. Mais si la Terre en tant qu'écosystème global n'appartient à personne, une courte majorité de Français (55%) s'accorde pour dire qu'« un pays appartient uniquement à son peuple », validant par là-même une conception classique de l'Etat-Nation comme communauté politique non partageable et étant du ressort exclusif de sa population, recouvrant l'identité entre un peuple, un territoire, une langue et une culture (voire une religion). On retrouve les mêmes clivages politiques que sur la représentation de l'appartenance de la Terre.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

(Base totale : 1000 enquêtés – une seule réponse possible)



Source : L'ObSoCo / La Croix 2019

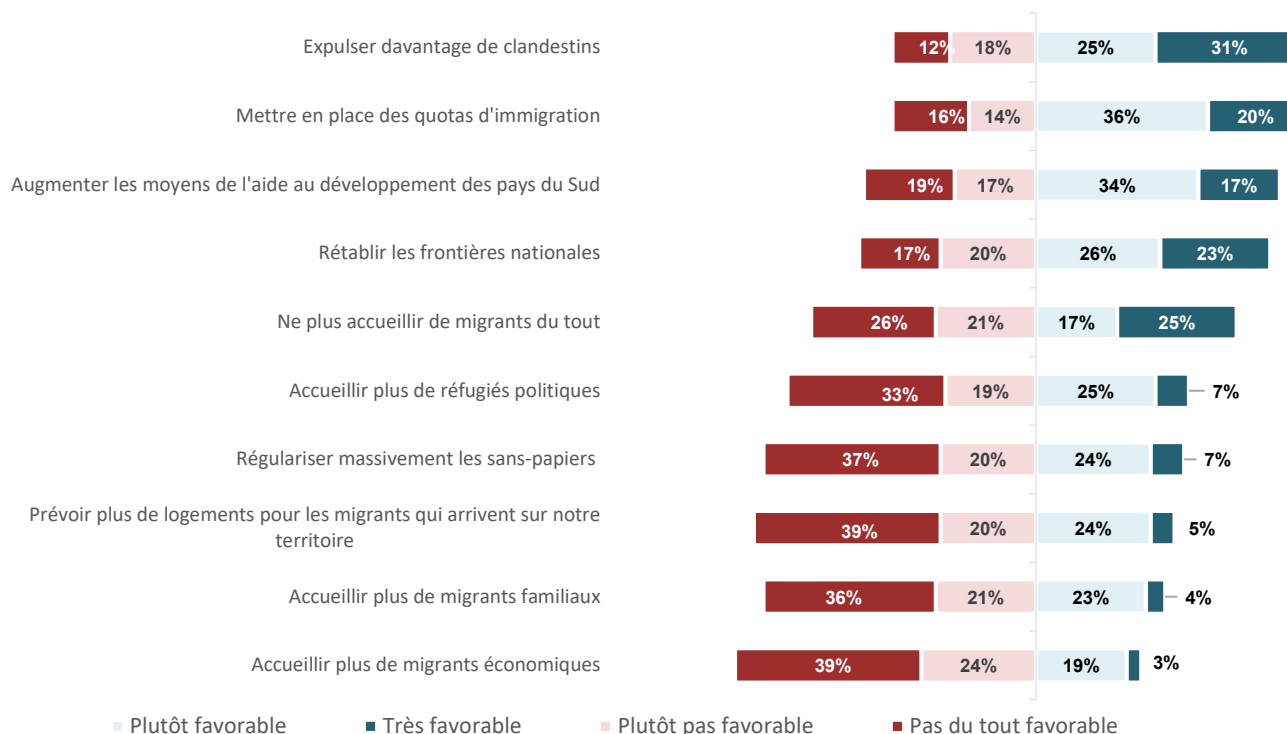
Les réponses aux questions sur le sens et la réalité des frontières nationales rejoignent cette tension entre l'échelle planétaire et l'échelle nationale. D'un côté, 67% des Français interrogés sont d'accord pour dire que « les frontières sont à l'origine des principaux conflits à travers le monde », 64% pensent d'un autre côté que « les frontières garantissent et protègent l'identité d'un peuple », pourcentage qui grimpe à 88% chez les personnes les plus à droite (contre 47% des individus positionnés à gauche). De fait, si la compétition entre Etats (pour l'accès aux ressources, pour la revendication de nouveaux ou anciens territoires, etc.) est perçue négativement dans l'équilibre du monde, sa présence politique à l'échelon national sous la forme des frontières délimitant le « Eux » et le « Nous » et donnant un sens à l'identité et à l'altérité, fait l'objet d'une validation positive. On voit ici toute l'ambiguïté sur laquelle repose la question de l'accueil des migrants et des réfugiés (comme l'a bien illustré la gestion de la crise des migrants à l'échelle de l'Union européenne) pris entre les luttes d'influence et d'intérêts propres aux Etats et le rôle protecteur (du sentiment d'appartenance et d'identité) qui leur est assigné.

L'HOSPITALITÉ À L'ÉGARD DES MIGRANTS : ENTRE ATTENTES DE PROTECTION DE L'ETAT ET RECHERCHES DE SOLUTIONS SUPRANATIONALES

Dès lors, pour une majorité de Français, les mesures privilégiées à l'égard des migrants que l'Etat devrait prendre ne sont pas de l'ordre de l'hospitalité mais de la protection, des restrictions et de la régulation.

Etes-vous favorable à l'adoption des mesures suivantes par l'Etat français ?

(Base totale : 1000 enquêtés. Une seule réponse possible)



Source : L'ObSoCo / La Croix 2019

Une majorité de Français se montre ainsi favorable aux démarches visant à maîtriser les flux migratoires. Maîtrise qui passe pour respectivement 56% et 55% des Français par la mise en place de quotas d'immigration et l'expulsion de davantage de clandestins (contre 30% qui rejettent ces deux idées). La mise en place de quotas d'immigration tend à séduire davantage les personnes résidant dans de petits pôles urbains et celles positionnées à droite sur l'échiquier politique, en cohérence avec les propositions de leurs représentants politiques sur l'immigration choisie, mais tend à l'inverse à rebuter plus fortement les individus les plus diplômés. Sans surprise, les personnes proches de l'extrême droite se montrent massivement partisans de l'expulsion d'un nombre plus important de clandestins à l'inverse des centristes et de toutes les sensibilités de gauche.

Outre ces mesures, quasiment un Français sur deux (49%) se dit favorable au rétablissement des frontières nationales contre 38% qui s'y opposent. Par ailleurs, si 47% des personnes interrogées refusent l'idée qui consiste à ne plus accueillir de migrants du tout, une proportion non négligeable (42%) s'y montre favorable. Le rétablissement des frontières nationales recueille les suffrages des plus âgés, davantage en quête de rassurance, des peu diplômés et des chômeurs, inquiets des conséquences économiques et sociales de l'ouverture des frontières, des personnes vivant dans des communes isolées hors de l'influence des pôles urbains, chez qui le sentiment de décrochage et de menace vis-à-vis de la mondialisation est fort, et les personnes à droite et surtout à l'extrême droite de l'échiquier politique, très hostiles à l'accueil des migrants. Les chômeurs et les personnes positionnées à l'extrême droite sont également très majoritairement plus enclins à appuyer l'idée d'une immigration zéro. Inversement, l'appartenance aux CSP+, la détention de capitaux culturels et économiques importants, le positionnement au centre et à gauche de l'échiquier politique et la pratique régulière du don (nature, argent, bénévolat, etc.) à des associations caritatives ou humanitaires, conduisent davantage à refuser cette optique du rétablissement des frontières nationales et de la fermeture aux migrants.

Toutes les mesures d'accueil des migrants font quant à elles l'objet d'un rejet majoritaire, qu'il s'agisse bien sûr du fait d'accueillir plus de migrants économiques (62% de refus contre 22% d'approbation) et familiaux (57% contre 27%), de prévoir plus de logements pour les migrants qui arrivent sur notre territoire (59% contre 28%) ou de la régularisation massive des sans papiers (56% contre 31%), mais aussi de l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés politiques (52% contre 32%). Les mêmes oppositions sociodémographiques et sociopolitiques se font jour que sur les mesures de limitation de l'immigration. On peut néanmoins noter que les personnes dont la pratique religieuse est importante se montrent en même temps favorables aux mesures restrictives et aux mesures d'accueil, comme s'il s'agissait à la fois de restreindre le flux de migrants qui arrivent sur le territoire national et de garantir à ceux qui y sont installés un accueil digne que ce soit sur le plan des logements à disposition que de la qualité de vie sociale avec le regroupement familial. De plus, les personnes qui donnent régulièrement (à des associations, organisations caritatives, ONG, etc.) sont davantage disposées à l'accueil de réfugiés politiques et de migrants économiques.

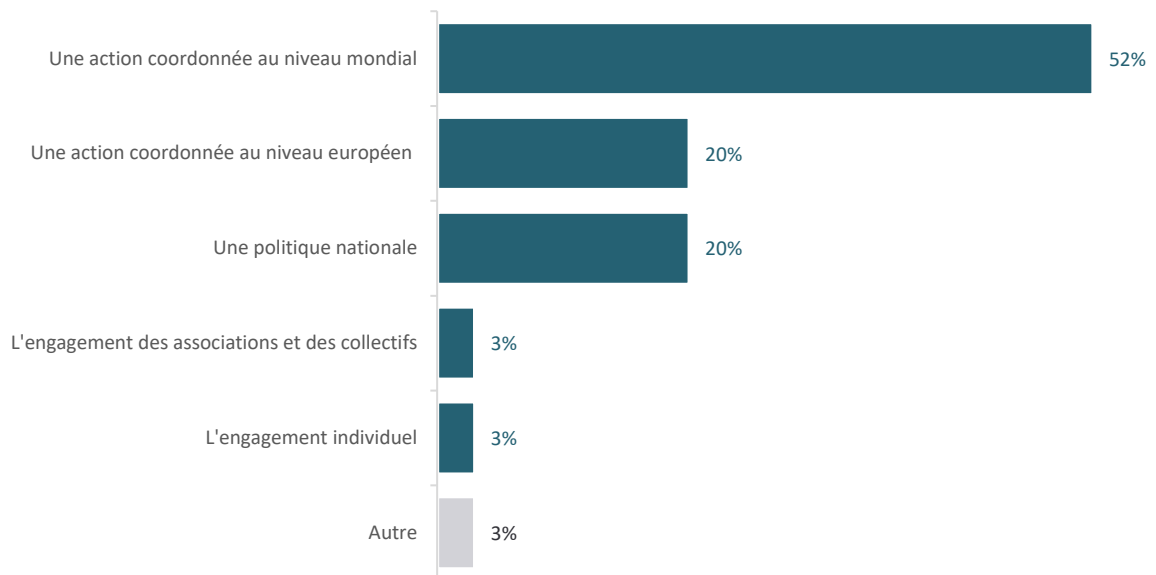
L'hostilité d'une majorité de Français à l'égard des mesures d'accueil sont contrebalancées par la disposition favorable d'une petite majorité (51%) à augmenter les moyens consacrés à l'aide au développement des pays du Sud. C'est singulièrement le cas des CSP intermédiaires, des personnes dont le niveau de vie du foyer est élevé, politiquement positionnées à gauche et faisant preuve d'une pratique religieuse et donatiste (don aux associations) très importante.

Si les Français attendent de l'Etat français des mesures protectrices, ils n'accordent pas pour autant leur faveur à l'échelon national pour résoudre la problématique migratoire. Seul un Français sur cinq exprime en effet sa

préférence pour une politique nationale. Cet échelon est néanmoins davantage privilégié par les personnes qui rejettent inconditionnellement l'accueil, les personnes très à droite ainsi que les gilets jaunes actifs².

Selon vous la solution au problème des migrants passe-t-elle plutôt par... ?

(Base totale : 1000 enquêtés. Une seule réponse possible)



Source : L'ObSoCo / La Croix 2019

Si l'échelon européen est mis en avant par 20% des Français, plus diplômés et proches de la gauche, 52% des personnes interrogées accordent au niveau mondial la capacité à traiter la problématique migratoire. Une majorité de Français aux profils divers estime donc que la solution au problème des migrants dépasse les échelons politiques et institutionnels existants – y compris le niveau européen dont la capacité à se saisir efficacement du problème semble mise à mal – et donne du crédit à la thèse d'une résolution de cette problématique à l'échelle du monde, seule capable de gérer la prise en charge, la répartition et la régulation des flux migratoires. Dans un contexte où tous les acteurs et institutions politiques nationales comme internationales sont discréditées – 77% des Français ne font pas confiance à l'Etat, 70% aux institutions internationales et 69% à l'Union européenne –, les Français confèrent à l'échelon qui leur apparaît le plus adapté (le monde) la mission de régler durablement la crise migratoire qui se pose à l'échelle planétaire. Reviendrait ainsi le soin à l'Etat de protéger les frontières nationales et de réguler le flux d'entrée des migrants

² L'indicateur du niveau d'implication dans le mouvement des gilets jaunes a été créé à partir d'une question sur le sentiment d'appartenance et la participation (et les modalités de participation) au mouvement des gilets jaunes. L'indicateur a été catégorisé de la manière suivante :

- Deux actions et plus = **Gilets jaunes actifs** (12% de l'échantillon)
- Se déclarent gilets jaunes mais aucune action sélectionnée = **Gilets jaunes passifs** (24% de l'échantillon)
- Ne se déclarent pas gilets jaunes ou aucune action sélectionnée = **Non gilets jaunes** (64% de l'échantillon)

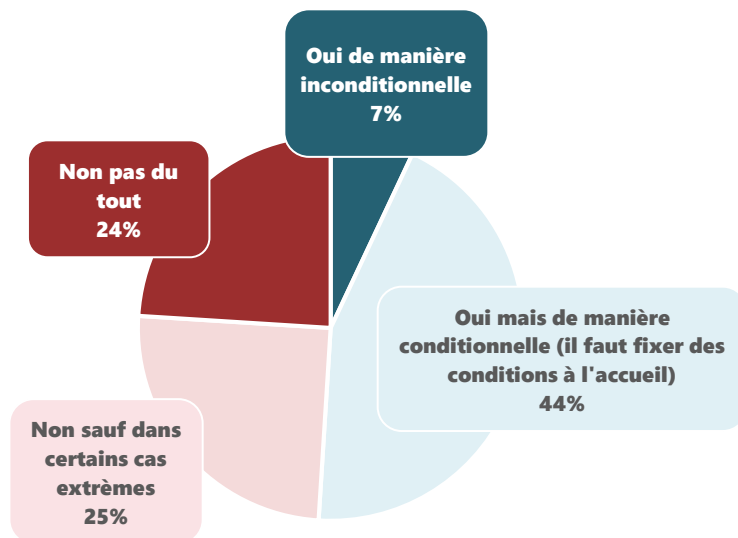
et aux organisations internationales la mission de gérer structurellement les flux de population et d'apporter des solutions aux causes des migrations (politiques, économiques, climatiques, etc.).

69% DES FRANÇAIS EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE DE L'ACCUEIL (OU DU REFUS DE L'ACCUEIL) SOUS CONDITIONS

Si la France se révèle coupée en deux entre une moitié (51%) favorable à l'accueil et une moitié qui s'y oppose (49% de défavorables), 69% des personnes interrogées choisissent la conditionnalité (dans l'accueil et dans le refus de l'accueil). Du côté des partisans de l'accueil, seuls 7% y sont favorables de manière inconditionnelle (aucune condition à l'accueil) quand 44% conditionnent leur hospitalité à l'égard des migrants. La conditionnalité de l'accueil est davantage le fait des CSP+ et des personnes les plus dotées en capital économique et culturel (65% des bac+5 et plus sont favorables à l'accueil sous conditions) ainsi que des personnes politiquement situées à gauche et au centre et dont la pratique donatiste est très importante. Il apparaît que les personnes favorables à l'accueil des migrants sous conditions se montrent plus enclines à soutenir la mise à disposition des migrants d'un plus grand nombre de logements et à élargir l'accueil des réfugiés politiques (motifs humanitaires et humanistes), tout en rejetant l'accueil d'un plus grand nombre de migrants économiques et la régularisation massive des sans-papiers.

Etes-vous personnellement favorable à l'accueil des migrants en France ?

(Base totale : 1000 enquêtés – une seule réponse possible)



Source : L'ObSoCo / La Croix 2019

Le rapport à la conditionnalité est nettement plus contrasté chez l'autre moitié des Français partisans du refus de l'accueil, divisés en deux entre un quart (25%) qui rejette l'accueil à l'exception de « certains cas extrêmes » – qui se montre ainsi plus consentante à l'aide au développement – et un autre quart (24%) qui refuse inconditionnellement l'accueil et dans lequel on trouve une surreprésentation des personnes très à droite (64% d'entre elles soutiennent cette position), des personnes exprimant une très forte défiance à l'égard des acteurs et des institutions politiques, religieuses et associatives (39%) et des gilets jaunes actifs (34%). La valorisation de l'aide au développement dans le but d'améliorer les conditions de vie dans les pays de départ et de tarir les motifs d'immigration, a non seulement les faveurs très importantes des personnes favorables à l'accueil sous-

condition mais aussi, dans une moindre mesure (la moitié d'entre elles) des personnes défavorables à l'accueil sauf cas extrêmes, qui se distinguent ici des partisans du refus catégorique.

Il est intéressant de constater que la disposition favorable à l'accueil des migrants est fortement corrélée à la satisfaction éprouvée dans l'existence³. En effet, les Français sont d'autant moins enclins à accueillir les migrants qu'ils se montrent insatisfaits de leur vie, comme si il existait un lien entre l'estime de soi et la capacité ou la disposition à recevoir l'autre.

³ La mesure de la satisfaction à l'égard de sa vie est issue d'une question demandant aux enquêtés de donner une note (comprise entre 0 et 10) évaluant le niveau de satisfaction à l'égard de la vie menée.

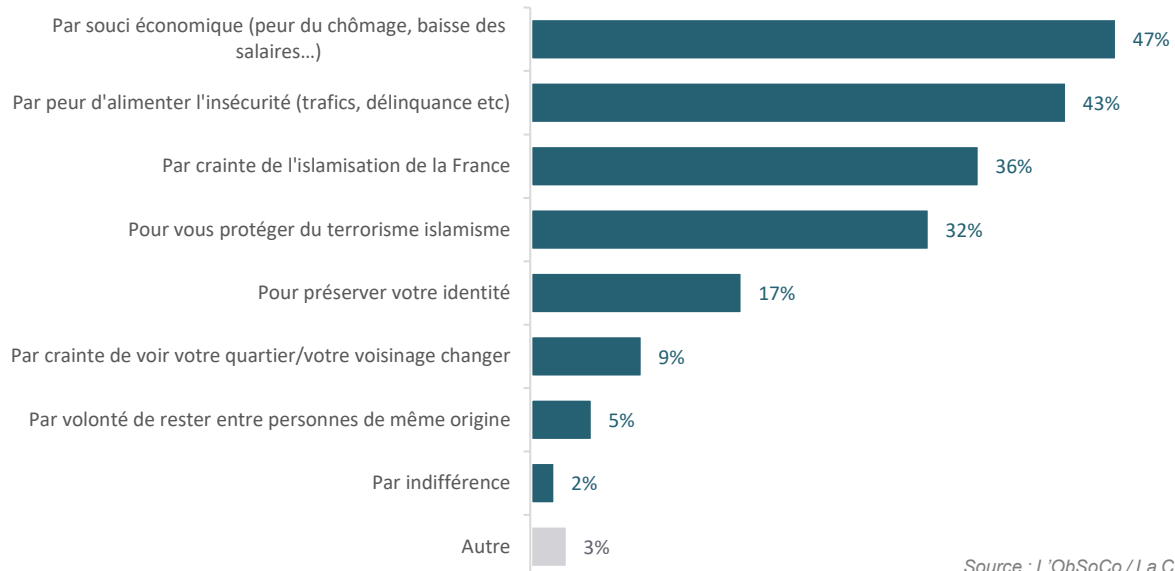
Les conditions et les pratiques de l'hospitalité à l'égard des migrants

LE REFUS DE L'ACCUEIL : UNE TRIPLE CRAINTE ÉCONOMIQUE, SECURITAIRE ET CULTURELLE

Pour justifier les raisons qui sous-tendent leur refus de l'accueil des migrants, les répondants mettent d'abord en avant le souci économique (peur du chômage, baisse des salaires, etc.), choisi par 48% des Français hostiles à l'accueil (dont 31% en premier choix de réponse) dont une proportion plus importante de 25-34 ans, confrontés aux difficultés d'entrée dans la vie active et d'accès à l'emploi, de chômeurs et de bas revenus (revenu personnel inférieur à 1000 euros mensuel). Le motif économique arrive très largement au-dessus de la moyenne chez ceux des Français hostiles à l'accueil (sauf cas extrêmes) politiquement au centre, à gauche et à l'extrême gauche. Il est intéressant de constater que le motif économique qui apparaît de plus en plus disqualifié – avec la montée des populismes en Europe – en tant que facteur d'explication du refus de l'immigration au profit des raisons identitaires, ressort comme la première préoccupation présidant au refus de l'accueil. On peut ici émettre l'hypothèse que le souci économique est d'autant plus important dans les pays

Pour quelles raisons n'êtes-vous pas favorable à ce que la France accueille des migrants ?

(Base : individus ayant déclaré qu'ils n'étaient pas favorables à l'accueil des migrants, n=489)



Source : L'ObSoCo / La Croix 2019

La deuxième raison explicative du refus de l'accueil mise en avant relève, pour 44% des personnes interrogées (dont 19% en premier choix de réponse), de la crainte d'alimenter l'insécurité et la délinquance. Ce rapprochement immigration-délinquance est particulièrement présent chez les personnes qui se situent très à droite sur l'échiquier politique, davantage sensibles aux valeurs matérialistes (argent, confort matériel) et en quête de rassurance (insécurité physique).

Suivent ensuite les motifs culturels et religieux liés à l'Islam. Ainsi, 36% des 49% de Français défavorables à l'accueil expliquent leur positionnement par la « crainte de l'islamisation de la France » (18% en premier choix de réponse) et un tiers « pour se protéger du terrorisme islamiste » (12% en premier choix de réponse).

Les motifs identitaires au sens strict (peur du brassage ethnique, du multiculturalisme, etc.) ne sont à l'origine du refus de l'immigration que chez 17% des Français désireux de « préserver leur identité » (10% en premier choix de réponse).

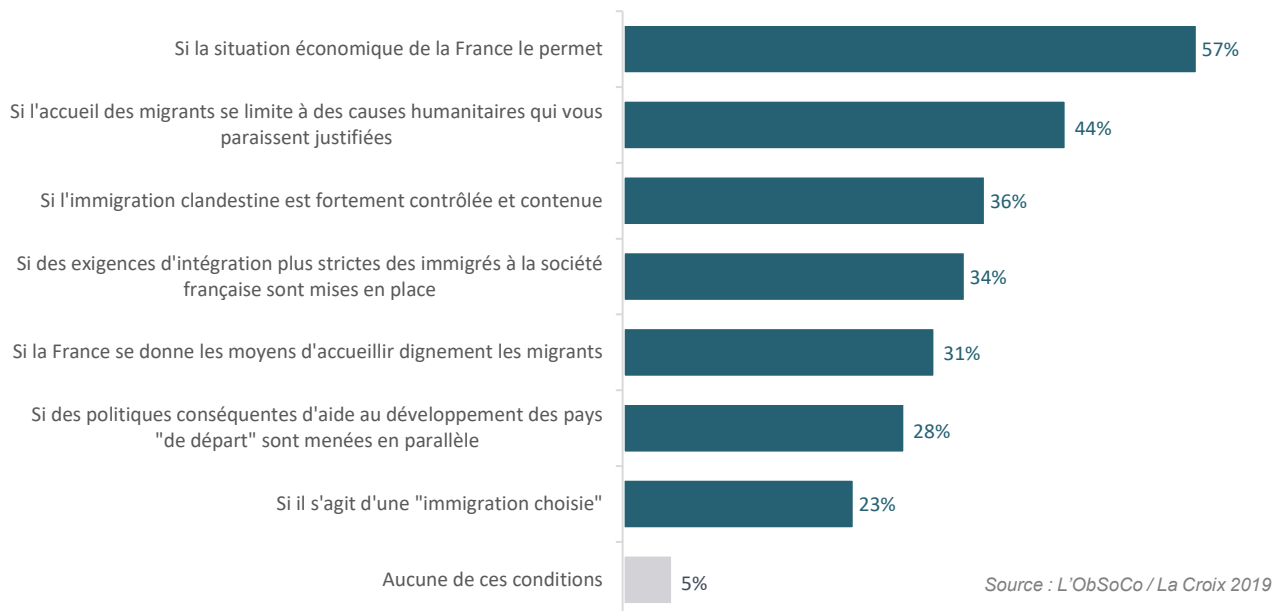
De fait, les craintes identitaires, si elles existent bel et bien, en particulier chez ceux des Français inconditionnellement défavorables à l'accueil, ne sont pas les motifs déterminants en première instance du refus de l'accueil des migrants et concernent davantage la crainte d'une déstabilisation du modèle culturel de laïcité français par une nouvelle religion rétive (voire hostile) à son fonctionnement. Il apparaît donc que les Français hostiles à l'accueil sont tout à la fois animés par la crainte des conséquences économiques des migrations, par la peur de l'insécurité (délinquance, agressions, terrorisme) qu'elles engendreraient et par les risques de déstabilisations identitaires sous les traits de l'Islam ou des cultures d'origine s'imposant à l'« identité nationale ».

L'HOSPITALITÉ À L'ÉGARD DES MIGRANTS CONDITIONNÉE AUX CAPACITÉS D'ACCUEIL (ÉCONOMIQUES ET CULTURELLES) DU PAYS HÔTE

Les Français qui se sont déclarés favorables à l'accueil des migrants sous conditions ou défavorables sauf cas extrêmes mettent eux aussi en avant, dans des proportions importantes, à 57%, la situation économique comme préalable à l'accueil. De fait, le positionnement à l'égard de l'accueil des migrants est d'autant plus favorable que la France bénéficierait d'une croissance économique solide pourvoyeuse d'emplois dans laquelle on ne s'inquiète pas des risques de déstabilisation sociale (précarité, chômage, baisse/stagnation des salaires, etc.) et où l'on manque de travail. Ici les comparaisons avec d'autres périodes de l'histoire de France (les Trente Glorieuses) ou des pays à meilleure santé économique (l'Allemagne) semblent jouer à plein comme arguments en faveur de la conditionnalité de l'accueil qui doit correspondre aux intérêts individuels et collectifs d'une nation. Les personnes les moins diplômées et les chômeurs, les plus sensibles à la conjoncture économique et

A quelles conditions seriez-vous favorable à l'accueil des migrants par la France ?

(Base : individus ayant déclaré qu'ils étaient favorables sous conditions OU défavorables sauf cas extrêmes à l'accueil des migrants, n = 692)



Derrière la condition économique se place la condition humanitaire. 44% des Français qui se prononcent pour la conditionnalité de l'accueil (et du refus de l'accueil) sont favorables à recevoir les migrants si l'hospitalité à leur égard « se limite à des causes humanitaires qui leur paraissent justifiées ». Si les causes humanitaires peuvent recouvrir un grand nombre de cas (persécutions politiques, guerres, famines, catastrophes naturelles, etc.), on voit que le motif de l'hospitalité et de l'asile dans des situations de détresses et vulnérabilités humaines extrêmes constitue une raison impérieuse qui s'impose au refus de l'accueil, en particulier chez ceux des Français les moins diplômés.

Outre ces motifs humanitaires qui mettent l'accent sur la situation des migrants, les Français sont également attentifs aux conditions d'accueil du pays d'origine. Ainsi, 31% des partisans de la conditionnalité sont favorables à l'accueil si « la France se donne les moyens d'accueillir dignement les migrants ». Cette condition peut se comprendre dans les deux sens selon que l'on mette en avant le souci de l'hôte accueilli ou l'impossibilité pour l'hôte accueillant d'être en capacité de recevoir. Au regard des résultats, il apparaît que ce sont les Français favorables à l'accueil sous conditions qui mettent en avant (à 42%) cet impératif (contre seulement 12% pour les partisans du refus de l'accueil « sauf cas extrêmes ») tout comme les plus diplômés et les personnes positionnées à gauche sur l'échiquier politique. De manière corollaire, 27% de ces Français conditionnent l'accueil des migrants à des « politiques conséquentes d'aide au développement des pays de départ menées en parallèle ». On retrouve là aussi une surreprésentation des Français favorables à l'accueil sous conditions (33% d'entre eux contre 13% seulement pour ceux qui le refusent sauf cas extrêmes) mais aussi des personnes qui donnent régulièrement (à des associations, organisations caritatives, ONG, etc.).

Deux autres conditions à l'accueil retenues de manière importante par les Français partisans de la conditionnalité (et de manière légèrement plus marquée chez ceux du refus de l'accueil) résident dans le contrôle et la capacité à contenir l'immigration clandestine (36%) d'une part et dans la mise en place d'exigences d'intégration plus strictes des immigrés à la société française (34%) d'autre part. Les 65-70 ans sont singulièrement plus enclins à désigner ces conditions en lien avec une recherche de rassurance, d'ordre et de sécurité plus importante que la moyenne. L'immigration choisie ne constitue une condition « que » pour 23% des Français réservant leur position sur l'accueil, mais pour 40% des personnes situées à droite.

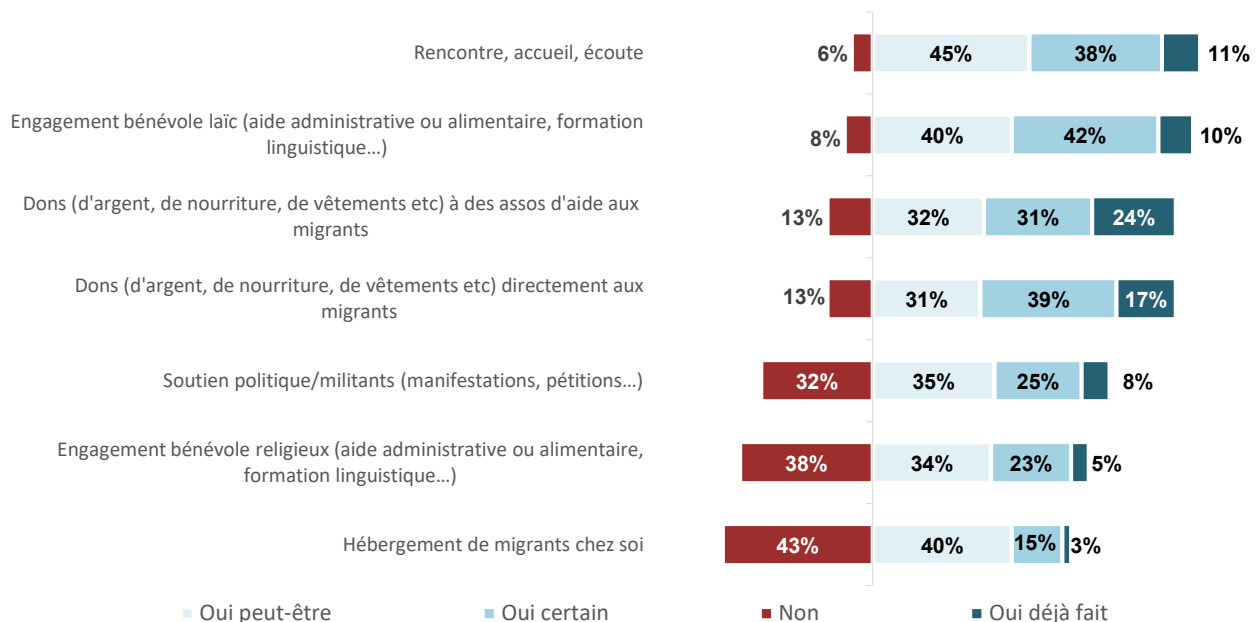
UNE DISPOSITION IMPORTANTE À L'AIDE AUX MIGRANTS QUI PASSE PAR L'ACCUEIL, L'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE ET LES DONS

Dans un contexte de rejet de l'immigration et de popularité des mesures de repli national, un enseignement intéressant de l'étude apporte une note optimiste : quasiment six personnes favorables à l'accueil des migrants sur dix (59%) se disent prêtes à aider ces derniers, soit 3 Français sur 10, quand 23% s'y déclarent défavorables et 18% ne se positionnent pas. Dans le détail des Français enclins à aider, 5% d'entre eux affirment l'avoir déjà fait, pourcentage qui grimpe à 14% chez les Français favorables à l'accueil de manière inconditionnelle ; 15% se déclarent « tout à fait prêts à le faire », proportion qui est plus importante chez les plus jeunes de l'échantillon (18-24 ans) et les personnes faisant preuve d'une pratique religieuse importante ; et 39% affirment pouvoir « peut-être » le faire, pourcentage qui dépasse les 50% chez les CSP intermédiaires ainsi que les personnes très pratiquantes au niveau religieux.

Lorsque l'on pose la question de savoir de quelle façon ils seraient prêts à aider les migrants, les Français disposés à l'aide mettent fortement en avant l'accueil, l'engagement bénévole et la pratique du don. En matière d'accueil, 49% des aidants potentiels (dont 11% qui l'ont déjà fait) se disent prêts à rencontrer et à écouter des migrants et 45% déclarent peut-être pouvoir le faire. L'engagement bénévole laïc (aide administrative, aide alimentaire, formation linguistique, etc.) pourrait attirer à lui de manière certaine 52% d'aidants potentiels (dont 10% de personnes d'ores et déjà investies) avec une surreprésentation des CSP intermédiaires et des individus donnant régulièrement à des associations. Les dons (d'argent, de nourriture, de vêtements, etc.) à des migrants ou à des associations constituent la pratique d'aide à laquelle les Français disposés à aider les migrants ont le plus recours (respectivement 17% et 24%). Si les 55-64 ans sont plus enclins à se dire tout à fait prêts à donner directement aux migrants, les donateurs réguliers et les plus diplômés s'engageraient plus

De quelle façon seriez-vous prêt à aider des migrants ?

(Base : les individus qui ont répondu une forme de « oui » à la question de savoir si ils seraient personnellement prêts à aider des migrants. N=298)



Source : L'ObSoCo / La Croix 2019

Trois autres pratiques plus engageantes individuellement et collectivement attirent un nombre important d'aidants potentiels mais de manière moins assurée et consensuelle. Un tiers des Français disposés à aider les migrants (dont 8% qui l'ont déjà fait) serait ainsi tout à fait prêt à le faire sous la forme d'un soutien

politique/militant (pétition, manifestation, etc.) quand 35% hésitent et 32% ne le feraient en aucune façon. Les plus décidés à s'engager dans cette démarche militante se trouvent du côté des CSP intermédiaires, des sympathisants de l'extrême gauche et des personnes très pratiquantes en matière religieuse. Autre forme d'aide plus clivante, l'engagement bénévole religieux, fait l'objet d'une projection positive pour 28% des aidants potentiels (dont 5% qui ont déjà pratiqué ce soutien), quand 34% sont circonspects et 38% refuseraient d'aider les migrants sous cette forme. Sans surprise, la disposition à se projeter dans le bénévolat religieux croît avec l'intensité de la pratique religieuse des répondants ainsi qu'avec celle du don.

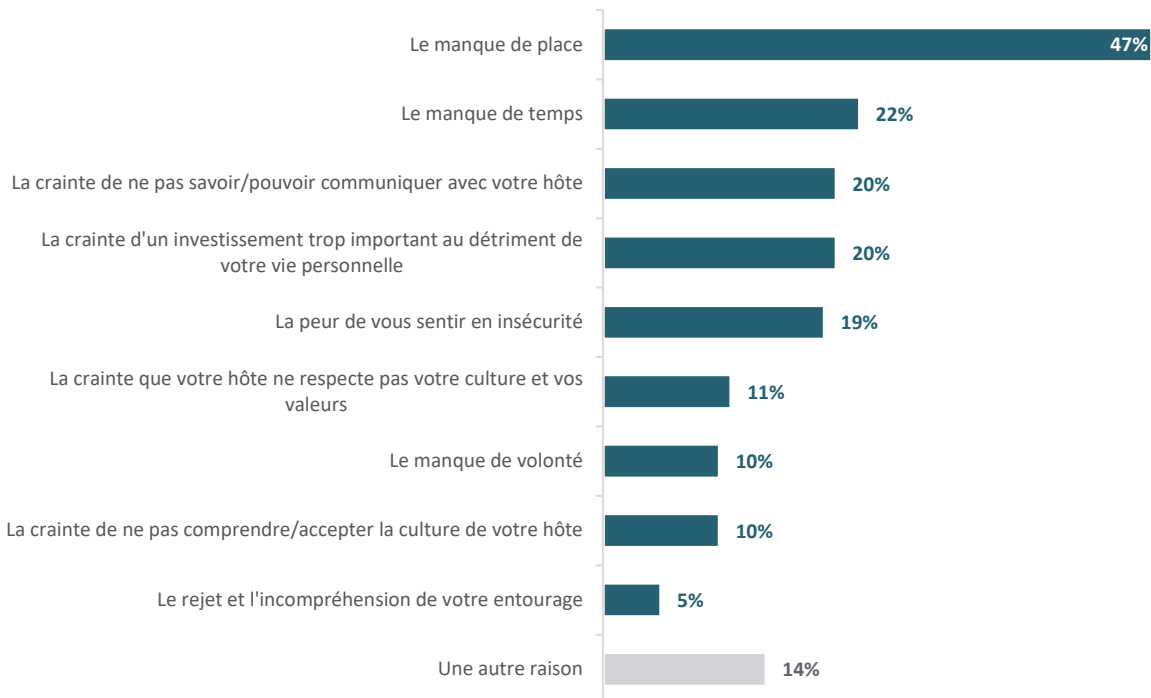
L'HÉBERGEMENT DES MIGRANTS À DOMICILE : DE LA MISE EN ŒUVRE PROBLÉMATIQUE DE L'HOSPITALITÉ

L'hébergement des migrants à son domicile est le type d'aide le plus engageant/prenant en matière d'hospitalité qui connaît les plus fortes réticences, seuls 15% des aidants potentiels étant tout à fait prêts à ouvrir les portes de leur foyer, 40% peut-être et 43% qui sont sûrs de ne jamais le faire. Si les bas revenus, les peu diplômés sont plus enclins à hésiter, les 55-64 ans, les CSP+ et les plus diplômés sont au contraire davantage portés sur le refus de l'hébergement. De fait, il apparaît que les personnes les moins favorisées et appartenant aux tranches de niveau de vie les plus basses sont plus disposées à ouvrir leur domicile que celles dont les ressources sont plus importantes qui, si elles se montrent plus nombreuses à donner à des associations d'aide aux migrants, ne sont pas prêtes à partager leur espace personnel et donc l'intimité de leur foyer avec des migrants. Cette corrélation rejoint d'autres études dans divers domaines qui tendent à montrer que les pauvres partagent davantage que les plus riches.

Lorsque l'on interroge ceux des Français qui conçoivent (sûrement ou éventuellement) pouvoir héberger des migrants temporairement chez eux sur les raisons/facteurs qui les freinent dans le passage à l'acte, il apparaît que les raisons matérielles ressortent largement en tête. Ainsi, 47% de ces accueillants potentiels citent le manque de place, contrainte d'autant plus importante que l'on est locataire du secteur privé, résidant dans des grands pôles urbains avec de faibles revenus. Le manque de temps est également cité par 22% des Français prêts à ouvrir leur domicile. Toujours dans le registre du temps disponible, 20% des répondants citent également la crainte d'un investissement trop important au détriment de sa vie personnelle. Au-delà des contraintes matérielles, il existe donc également une crainte d'être débordé par l'accueil qui ne demande pas que de la place mais aussi du temps, de l'écoute et un partage d'intimité qui déborde largement sur la vie personnelle de l'hôte accueillant.

Qu'est-ce qui vous freine dans le passage à l'acte pour accueillir temporairement des migrants à votre domicile ?

(Base : les individus qui ont répondu précédemment qu'ils étaient prêts ou peut-être prêts à héberger des migrants chez eux. N=162.)



Source : L'ObSoCo / La Croix 2019

Enfin, trois autres contraintes mises en avant renvoient davantage aux risques de retournement de l'hospitalité contre l'hôte accueillant que ce soit sous la forme des barrières de la langue ou des cultures vectrices d'incompréhensions mutuelles (20%), de la crainte de se sentir en insécurité en présence de l'hôte accueilli (19%), ou du rejet mutuel des valeurs de l'autre, que ce soit la crainte que l'hôte accueilli ne respecte pas notre culture et nos valeurs (11%) ou de ne pas comprendre en tant qu'accueillant la culture des migrants reçus chez soi (10%).